



**GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE  
DÉVELOPPEMENT  
INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**



---

**NOTE CONCEPTUELLE**

**Renforcer les capacités institutionnelles pour un développement inclusif en Afrique après la COVID-19**

**Séminaire de réflexion en ligne sur les politiques**

**Organisé par l'Institut africain de développement (IAD) du Groupe de la Banque africaine de développement  
sous les auspices de la Communauté de pratique mondiale sur les stratégies de riposte à la COVID-19 en Afrique (G-CoP)**

**15 mars 2021, de 14 h à 17 h (heure d'Abidjan) pour les délégués de l'hémisphère occidental  
16 mars 2021, de 8 h 30 à 11 h 30 (heure d'Abidjan) pour les délégués de l'hémisphère oriental**

**I. CONTEXTE**

La pandémie de COVID-19 a exposé au grand jour les problèmes de capacités auxquels sont confrontés de nombreux pays africains, problèmes dus notamment aux partenariats déséquilibrés observés depuis des décennies, qui ont entraîné la dépendance, en matière d'acquisition de connaissances et de développement des capacités, desdits pays vis-à-vis d'institutions non africaines pour la recherche et l'élaboration de politiques. En raison de la nature de la pandémie, les pays ont dû se battre seuls pour répondre à leur demande interne d'équipements de protection individuelle (EPI) et pour faire face à l'impact de la pandémie sur leurs économies. Face à cette situation, les pays africains ont dû s'en remettre principalement aux institutions locales pour répondre aux effets de la pandémie. L'arrivée des vaccins contre la pandémie de COVID-19 ne fera qu'élargir le fossé existant entre l'Afrique et le reste du monde, dans la mesure où de nombreux pays africains pourraient tout simplement ne pas avoir les moyens nécessaires pour se procurer lesdits vaccins. À quelques exceptions près, l'espoir de nombreux pays africains à accéder aux vaccins contre la COVID-19 ne repose que sur l'initiative pour l'accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 (COVAX), co-dirigée par l'OMS.

De nombreux événements à caractère mondial survenus en 2020, dont la pandémie de COVID-19, ont mis en évidence de façon encore plus nette la nécessité pour l'Afrique de recentrer ses efforts sur le renforcement des capacités institutionnelles internes si elle souhaite réellement atteindre les objectifs de développement durable. Les institutions africaines doivent être prêtes à jouer un rôle essentiel dans le développement socio-économique de l'Afrique après la COVID-19. Compte tenu de leur important capital intellectuel, de leur compréhension des contextes locaux, des liens qu'elles entretiennent avec les responsables politiques locaux et de leur intérêt direct à voir les résultats du

développement en Afrique s'améliorer, elles devraient faire du renforcement des institutions nationales et régionales en Afrique un élément clé des politiques qu'elles comptent adopter en vue de reconstruire l'Afrique et faire d'elle un continent plus audacieux et meilleur après la COVID-19.

La participation directe des grandes institutions africaines à la résolution des problèmes auxquels fait face l'Afrique permettra sans doute de mettre en place des politiques, des pratiques et des produits adaptés au contexte, qui soient réalistes et efficaces pour accélérer le développement sur le continent. Toutefois, il y a lieu de se poser la question de savoir si ces institutions sont en mesure de répondre à ces attentes de manière à obtenir des résultats tangibles en termes de productivité dans le secteur de la transformation, d'innovations technologiques, d'impact sur le développement et de résilience face aux pandémies et aux problèmes de développement futurs. Un bref regard rétrospectif sur l'histoire des investissements dans le domaine du renforcement des capacités institutionnelles en Afrique pour la gouvernance nationale, la recherche et l'éducation, ainsi que sur le rôle joué par les institutions africaines dans la lutte contre la COVID-19, fournit des indications claires pour répondre à cette question. La COVID-19 fait partie des pandémies ayant affecté l'Afrique. Si elle n'est pas la première et ne sera très probablement pas la dernière, sa portée transnationale et son impact profond sur les individus et les communautés ont été des plus dévastateurs. En même temps, la crise offre des opportunités que l'Afrique ne devrait pas laisser passer.

L'Institut africain de développement (IAD) du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a déjà organisé des séminaires sur la plateforme du G-CoP portant sur le renforcement de la résilience pour reconstruire en mieux l'Afrique après la COVID-19. Parmi les thèmes clés abordés, figurent *les politiques macroéconomiques visant à renforcer la résilience en Afrique après la COVID-19, les politiques visant à renforcer la résilience des systèmes alimentaires et de la chaîne de valeur agricole, les politiques en faveur d'une santé inclusive, les politiques visant à renforcer la résilience et la transparence de la gestion des finances publiques et privées en Afrique après la COVID-19 et les politiques de développement de la chaîne de valeur des ressources naturelles en Afrique après la COVID-19*. Lors de chacun de ces séminaires précédents, les participants ont constamment souligné la nécessité de renforcer le rôle des institutions africaines dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des plans de relance après la COVID-19 et du programme général de développement pour l'Afrique.

Il ne fait aucun doute que de nombreux efforts ont été déployés dans le passé pour soutenir le renforcement des institutions africaines dans divers secteurs. En effet, on pourrait même dire que le « renforcement des institutions africaines » ou le « renforcement des capacités » est au cœur de la plupart des initiatives de développement en Afrique. Alors pourquoi les institutions africaines sont-elles restées faibles, fragiles et marginales en ce qui concerne la résolution des problèmes de développement en Afrique ? Pourquoi les contributions des chercheurs africains aux systèmes mondiaux de gestion des connaissances ont-elles été si négligeables, avec moins de 1 % des publications des chercheurs universitaires africains et moins de 0,1 % des brevets déposés par ces derniers dans le monde entier ?

Les facteurs qui ont contribué à l'affaiblissement de la capacité des institutions africaines sont variés, allant du caractère limité des investissements dans la recherche et la création de connaissances, à la nature et à la structure des investissements disponibles en faveur de la recherche et aux conséquences qu'ils ont sur le développement organisationnel en Afrique. De nombreuses personnes ont pointé du doigt le faible niveau du financement accordé aux institutions africaines pour les activités de recherche. En effet, sur les 2 000 milliards d'USD consacrés à la recherche et

au développement dans le monde en 2018, seulement 0,8 % ont été dépensés en Afrique, et les gouvernements africains ne consacrent en moyenne que 0,4 % de leur PIB à la recherche. D'autres ont suggéré que la prédominance du financement extérieur dans les systèmes de recherche africains et la nature de ces investissements - notamment par le biais d'intermédiaires extérieurs basés dans les pays d'origine des bailleurs de fonds - créent des contraintes structurelles qui entravent la contribution efficace de ces fonds au développement d'institutions locales fortes et solides. D'autres ont mis l'accent sur la marginalisation à l'encontre des connaissances et de l'expertise africaines, tant par les organismes locaux qu'extérieurs ; la fuite des cerveaux qui induit la perte de chercheurs africains du continent, elle-même conséquence d'autres facteurs, tels que le manque d'investissements substantiels dans les infrastructures et les institutions de recherche. Ils ont également souligné le fait que les bailleurs de fonds préfèrent travailler à des échelles que de nombreuses organisations africaines ne sont pas en mesure d'atteindre compte tenu de leurs capacités actuelles, ou que les gouvernements et les organismes africains préfèrent, pour diverses raisons, travailler avec des institutions et des experts extérieurs, ce qui explique pourquoi les institutions africaines sont restées dans une position marginale en ce qui concerne le développement en Afrique. La question essentielle est toutefois la suivante : **comment peut-on changer cette situation de manière à obtenir une véritable transformation sur le continent africain ?**

L'IAD, en partenariat avec de grands penseurs africains et en collaboration avec les principaux responsables du développement des capacités en Afrique, sera l'hôte du prochain séminaire de la Communauté mondiale de pratique (G-CoP) qui aura pour thème « *Renforcer les capacités institutionnelles pour un développement inclusif en Afrique post-COVID-19* ». Ce séminaire aura pour but d'explorer les voies et moyens par lesquels l'Afrique peut mobiliser et déployer des stratégies de ressourcement et d'encadrement en vue du renforcement des capacités et de l'amélioration des performances des institutions africaines, en particulier des institutions chargées de la gestion des connaissances. Ces institutions seront ainsi à même de produire et d'adapter les connaissances et les technologies, ce qui permettra d'améliorer l'efficacité des gouvernements et des institutions, d'accélérer le développement socio-économique, de promouvoir la viabilité environnementale et, en fin de compte, d'améliorer le bien-être des Africains sur l'ensemble du continent.

Le présent séminaire qui se tiendra en ligne aura lieu le 15 mars 2021, de 14 à 17 h (heure d'Abidjan) pour les délégués de l'hémisphère occidental et le 16 mars 2021, de 8 h 30 à 11 h 30 (heure d'Abidjan) pour les délégués de l'hémisphère oriental, respectivement.

## **II. MISE EN ŒUVRE**

Le séminaire sera organisé sous les auspices de la Communauté de pratique mondiale de l'Institut africain de développement (G-CoP) et portera sur les réponses politiques à adopter pour l'Afrique post-COVID-19. Au terme de chaque séminaire, il est produit un ou plusieurs documents de politique générale essentiels dont se servent les pays membres régionaux de la Banque pour élaborer des réponses politiques dans des domaines thématiques clés. L'IAD travaillera en collaboration avec les partenaires et les institutions concernées afin de mettre au point des produits de connaissance pertinents pour les politiques, sur la base des résultats du séminaire, et de concevoir des interventions programmatiques pour donner suite aux principales recommandations du séminaire. Toutes les contributions individuelles au séminaire seront traitées conformément aux règles de Chatham House, selon lesquelles les participants peuvent s'exprimer librement sans craindre que leurs propos ou leurs noms soient cités dans les rapports finaux.

### III. PARTICIPATION

Seules les personnes ayant reçu une invitation pourront participer au présent webinaire. Un groupe sélectionné d'institutions piliers, d'experts et de professionnels mondiaux recevra des invitations spéciales en tant qu'animateurs de discussion, metteurs en scène de conversation et participants au séminaire. Les animateurs de discussion fourniront un bref document de réflexion sur les éléments spécifiques de l'un des domaines thématiques qui seront abordés lors du séminaire et devront faire parvenir ce document à l'ADI avant le début du séminaire. Lors du séminaire, les animateurs de discussion donneront un discours d'ouverture de 5 minutes en guise de lancement des discussions.

### IV. APPEL À PARTICIPANTS

Pour participer au webinaire du G-CoP sur *le renforcement des capacités institutionnelles pour le développement inclusif dans l'Afrique post-COVID-19*, veuillez remplir [le formulaire d'inscription en ligne](#) ou envoyer un courriel à [adigcop@afdb.org](mailto:adigcop@afdb.org).

Prof. Kevin Chika Urama, FAAS  
Directeur principal, Institut africain de développement  
Groupe de la Banque africaine de développement  
Courriel : [k.urama@afdb.org](mailto:k.urama@afdb.org)  
Site internet : [www.afdb.org](http://www.afdb.org)